

LA LETTRE

La Résistance alsacienne

Ce dossier thématique est une étude régionale de la Résistance dans un territoire au régime d'occupation très spécifique par rapport au reste de la France.

Il traite de la « résistance alsacienne » au sens collectif, celle des Alsaciens qui se sont consacrés à la libération de leur région annexée par le Reich, en Alsace mais aussi, parfois, de l'extérieur. Bien d'autres Alsaciens ont œuvré sur le reste du territoire français dans les grands mouvements ou réseaux de résistance.

L'Alsace à l'épreuve du nazisme

Par Marie-Claire Vitoux, maître de conférences émérite à l'université de Haute-Alsace



Affiche allemande Hinaus mit dem Welschen Plunder (« Dehors le fatras français »).

Cette célèbre affiche apposée en Alsace en mai 1941, résume tout le projet nazi concernant les deux départements annexés, symbolisés par la flèche de la cathédrale de Strasbourg. C'est d'une part la germanisation, qui implique la disparition de toute trace de la culture française : le coq gaulois, le béret basque, l'armée française (casque du poilu, képi de l'officier) et la littérature, représentée par deux ouvrages antigermaniques qui ont décrit l'Alsace au temps de la première annexion : le roman de René Bazin *Les Oberlé*, publié en 1901 et le plus connu des albums pour la jeunesse de Jean-Jacques Waltz, dit Hansi. Mais c'est aussi, implicitement, la nazification, avec l'abolition de la République (buste de Marianne) et de la presse de gauche : l'œuvre était entre les deux guerres un des principaux titres de la presse française radicale socialiste.

En juin 1940, l'annexion de fait de l'Alsace à l'Allemagne est accomplie. L'imposition de l'ordre nazi y est immédiate, brutale et globale. Il s'agit de réaliser non pas une simple occupation militaire mais bien la nazification d'une province allemande. Le sort de l'Alsace est ainsi radicalement différent de celui imposé au reste de la France : les nazis ne veulent pas obtenir la simple obéissance des Alsaciens, ils veulent emporter leur adhésion.

Administrativement, les deux départements alsaciens sont intégrés, avec le Land allemand de Bade, dans le Gau Oberrhein placé sous l'autorité du *gauleiter* Robert Wagner, tandis que le département de la Moselle, qui avait formé le Reichsland avec l'Alsace de 1871 à 1918, est rattaché au Gau Westmark avec le Palatinat et la Sarre (*gauleiter* Bürckel).

Les expulsions des Français de l'intérieur, des francophiles, des communistes et des juifs durant l'été et l'automne 1940 privent la province d'une bonne partie de ses cadres. La prise en mains de ceux qui restent et de ceux qui sont revenus après l'évacuation de 1939 se déploie immédiatement et dans tous les aspects de la vie quotidienne.

Une région germanisée et nazifiée

Le réseau du parti nazi (NSDAP) contrôle de façon particulièrement serrée les Alsaciens : l'*Opferring* (organisation de solidarité) qui prépare l'ouverture du parti aux Alsaciens, le maillage de surveillance des habitants par le réseau des *Blockleiter*, *Zellenleiter*, *Ortsgruppenleiter*, le serment de fidélité à Hitler imposé à tous les fonctionnaires et qui provoque une grave crise de conscience chez beaucoup, etc. La lutte contre l'influence française va jusqu'au ridicule mais s'appuie sur une brutale répression : germanisation des noms et prénoms, interdiction du port du béret basque, interdiction de parler français, pour ne citer que quelques exemples de ces mesures vexatoires. Les fautes sont punies lourdement, en particulier par l'internement au camp de « rééducation » de Schirmeck-Vorbrück. En complément de cette lutte anti-française, la propagande germanique et nationale-socialiste se déploie dans les défilés où la participation est obligatoire, dans les « cours de nazisme » dispensés dans les associations nazies qui encadrent la vie quotidienne et bien évidemment, à l'école, dans

SOMMAIRE

- L'Alsace à l'épreuve du nazisme p. I
Par Marie-Claire Vitoux, maître de conférences émérite à l'université de Haute-Alsace
- La Résistance alsacienne p. II
et son rôle dans la Libération
Par Éric Le Normand, historien, coordinateur du DVD-Rom La Résistance des Alsaciens
- Le Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA) p. V
Par Mireille Hincker, déléguée générale honoraire du Souvenir Français pour le Bas-Rhin, avec la collaboration de Jacqueline Pfohl
- Le drame de Ballersdorf p. VI
Par Frédéric Stroh, doctorant en histoire contemporaine
- Bernard Metz p. VII
Par Marie-Noël Diener-Hatt, avec la collaboration de Jean-Baptiste Metz
- Pour en savoir plus p. VIII

la censure de la presse (le *Tagsblatt* de Mulhouse est surnommé « le tas de blagues »), dans le contrôle des loisirs et de la culture, etc. Pour marquer de façon indiscutable l'appartenance de l'Alsace à l'espace allemand, le *gauleiter* Wagner y ouvre le camp de concentration le plus occidental du système concentrationnaire nazi, celui du Struthof.

La mesure la plus douloureusement vécue par la province est, cela ne fait aucun doute, l'enrôlement des jeunes gens des deux sexes, voire des très jeunes, dans l'effort de guerre allemand : la *Hitler Jugend* (obligatoire à partir de janvier 1942) et le *Bund Deutscher Mädel* (association des jeunes filles allemandes) préparent le *Reichsarbeitsdienst* (obligatoire à partir de mai 1941) qui, lui-même, débouche, pour les garçons, sur l'incorporation dans la *Wehrmacht* (août 1942) voire dans la *Waffen SS* (surtout à partir de 1944) et, pour les jeunes filles, sur leur transplantation dans l'Allemagne bombardée et, très souvent, dans la défense anti-aérienne.

Conséquences sur la nature de la résistance alsacienne

La société alsacienne subit donc, à partir de l'été 1940, la poigne de fer du système nazi. C'est donc par comparaison avec la situation allemande qu'il faut analyser les réactions de la société civile, depuis l'adhésion à l'idéologie nazie jusqu'à son refus absolu. L'historiographie allemande a forgé le double concept de *Widerstand* ou résistance armée/active et de *Resistenz* pour la résistance civile ⁽¹⁾. Les réseaux de passeurs et de résistants sont, en Alsace, particulièrement fragiles et rapidement démantelés.

Détenus du camp de Schirmeck (Bas-Rhin), après la tonte.

Ouvert dès l'été 1940, Schirmeck est un «camp de sécurité (Sicherungslager) destiné à réprimer les opposants, et un «camp de rééducation» (Erziehungslager) visant à endoctriner les Alsaciens et les Mosellans réfractaires au nazisme. On évalue à 15 000 le nombre de détenus passés par ce camp jusqu'en 1944. Ils sont majoritairement originaires des trois départements annexés, mais parmi eux il y a aussi des juifs, des «asociaux», des droits communs, des prisonniers d'une vingtaine de nationalités (y compris des Allemands antinazis). Le camp a également une fonction de triage: nombre de détenus sont transférés ensuite dans d'autres camps du Reich, camps de concentration ou camps d'extermination. À leur arrivée à Schirmeck, les détenus sont tondus, opération se prolongeant par une séance de désinfection avec immersion de la tête dans un baquet.

Archives privées de la famille de Enling. DR.



La résistance de la société civile alsacienne ne peut, quant à elle, se produire que clandestinement ou symboliquement, par l'utilisation du français en famille, l'écoute de la radio de Londres ou plus souvent de la radio suisse *Beromünster*, l'exaltation «involontaire» des trois couleurs (les bacs à fleurs plantés de bleuets,

de lys et de géraniums rouges), etc. La forme la plus aboutie, ce sont les jeux de mots entre français, allemand et alsacien, ce sont les blagues, les «bons mots», les sous-entendus subtils ou non que sait si bien porter la langue alsacienne. Autant de preuves que le projet nazi a globalement échoué en Alsace. ■

(1) Voir en France les travaux de Jacques Semelin, notamment *Sans armes face à Hitler* (1989, rééd. Les Arènes, 2013) et *Face au totalitarisme, la résistance civile* (éd. André Versaille, 2011).

La Résistance alsacienne et son rôle dans la Libération

Par Éric Le Normand, historien, coordinateur du DVD-Rom *La Résistance des Alsaciens*

Dès les années 1930, les Alsaciens sont les premiers à connaître les effets du nazisme en Allemagne, en recueillant les premiers réfugiés, israélites ou politiques. C'est dans ce contexte que le 2^e bureau de l'armée, spécialisé dans les renseignements, emploie de nombreux Alsaciens qui peuvent obtenir des informations de l'autre côté du Rhin. Ce lien important va jouer un grand rôle dans la Résistance alsacienne.

Les premières réactions à l'annexion

Le premier geste symbolique des Alsaciens va se manifester dans les camps de prisonniers de guerre. En septembre 1940, un certain nombre de PG alsaciens sont réunis à Offenbourg (Allemagne) où on leur demande de signer un papier visant à reconnaître leur nationalité allemande avant d'être libéré. Certains refusent et

préfèrent rester prisonniers plutôt que de retrouver une «certaine» liberté.

En Alsace, la première opposition collective va être l'œuvre de la jeunesse. Comme en France «de l'intérieur» avec la manifestation des étudiants le 11 novembre 1940 à Paris, les jeunes alsaciens vont mettre en place des actions «coup de poing» visant à faire connaître leur mécontentement: bris de vitrines où trônent le buste d'Hitler, lacerations des drapeaux nazis, écritures sur les murs, recherche d'armes... À Mulhouse, Colmar et Strasbourg, des groupes plus ou moins organisés naissent. Mais, malgré des doisonnements et une discipline stricte, ils vont tomber entre les griffes de la Gestapo au cours de l'année 1941. Trois jeunes vont avoir un destin particulièrement douloureux, les nazis désirant faire des exemples. Marcel Weinum de La Main noire à Strasbourg est exécuté le 14 avril 1942 à Stuttgart (Allemagne). Jean-Paul Kremer du lycée Bartholdi de Colmar est déporté au camp de concentration de Struthof-Natzweiler (Bas-Rhin) puis à celui de Buchenwald (Allemagne); quant à Fernand Demouge, de la Légion C 40 à Mulhouse, il est déporté quatre mois dans une «Maison de Correction» – en fait une prison pour jeunes – à Sinsheim (Allemagne).

La Résistance alsacienne va prendre trois formes principales: les filières d'évasion, la Résistance ouvrière et les réseaux de renseignements.

Des formes très spécifiques et précaires de résistance, dues à la situation de la région

Les filières d'évasions se multiplient dès 1940 avec l'apparition des premiers prisonniers de guerre évadés. Elles ont besoin de passeurs mais également d'un nombre important de convoyeurs et de pourvoyeurs en vêtements, nourriture et logements. Ainsi, de nombreux Alsaciens et Alsaciennes sont sollicités. Le schéma des grandes filières est ainsi toujours le même: regrouper les évadés dans des villes, les convoyer vers des villes moyennes puis les remettre à des passeurs près de la frontière avec la France occupée. Mais, elles sont également doublées par des gens isolés qui ne dépendent d'aucunes structures ou tout du moins qui ne les connaissent pas. L'évasion la plus spectaculaire est sous doute celle du général Giraud en avril 1942. Par l'intermédiaire d'indicateurs, la Gestapo va réussir



Marcelle Engelen (2^e à droite) avec trois candidats à l'évasion, à Strasbourg le 27 octobre 1941.

Marcelle Engelen appartient au groupe des Pur Sang, créé en janvier 1941 par Lucienne Welschinger avec un noyau de jeunes femmes liées entre elles par leur engagement scout au sein des Guides de France. Elles vont organiser une des principales filières d'évasion de prisonniers de guerre français hors de la zone annexée, recrutant de nombreux concours pour héberger, nourrir, vêtir, fournir en faux papiers et convoyeur leurs protégés. Elles repèrent elles-mêmes les zones de passage: d'abord vers la Suisse, puis à travers les Vosges où la filière passe par Gérardmer puis Épinal, d'où des cheminots complices acheminent les évadés jusqu'à Lyon en wagons plombés. Sur cette photo, Marcelle Engelen est en compagnie d'une jeune juive du nom de Noth, et de deux PG, Illing et Schut, la veille de leur départ pour Épinal. En 1942, Marcelle Engelen passera elle-même en zone Sud pour fuir l'enrôlement obligatoire des jeunes alsaciennes dans le Reichsarbeitsdienst («service du travail»).

Archives privées de la famille Engelen-Faber. DR.

Rapport économique sur la mobilisation du Reich face à la guerre, diffusé par la résistance alsacienne en 1942.

Ce document constitue un compte-rendu officieux de la réunion du 2 février 1942, à Karlsruhe, où les responsables économiques du Gau Bade-Alsace ont discuté des nouvelles orientations de l'économie de guerre allemande fixées par Goering peu auparavant. Le directeur de la Chambre des métiers, Hubert Ley a pris secrètement des notes et les a remises au directeur de la chambre de commerce de Strasbourg, Ernest Lami, lequel les a transmises par un avocat et un industriel à l'organisation clandestine de Charles Bareiss. Celle-ci en réalise des copies, diffusées en Alsace, à Colmar et Mulhouse, mais aussi vers la France libre, par l'intermédiaire du réseau Confrérie Notre-Dame.

à infiltrer de nombreuses organisations et c'est ainsi que dès 1942, les arrestations vont se succéder. Elles touchent la filière du docteur Paul Flesch d'Haguenau dans la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines, celles des Pur Sang de Strasbourg dans la vallée de Munster, d'Eugène Hussmann-Joseph Rey de Colmar dans la vallée de Kaysersberg, de Lucien Rohmer – Lucien Braun de Mulhouse à la Suisse puis celle d'Alphonse Burckert – Paul Rudloff – Lucien Fischer de Reichshoffen au Rethal (Moselle).

À côté de cette activité clandestine spécifique, la Résistance ouvrière va jouer un grand rôle. Les membres du Parti communiste (PC), étant listés dès 1939 par les Renseignements Généraux (RG) après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, sont plus exposés à la répression nazie. Néanmoins, par l'intermédiaire de Georges Wodli et d'une petite équipe de volontaires, René Kern, Marcel Stoessel, René Birr, Eugène Boeglin, Edouard Schwartz, Auguste Sontag, Adolphe Murbach et Alphonse Kuntz, une intense activité clandestine se met en place dans les grands centres des chemins de fer, dans les principales usines ou dans les mines potassiques du Haut-Rhin. Il s'agit surtout de propagande ⁽¹⁾, de sabotage et de mise en place d'une caisse de soutien pour les familles de victimes du nazisme. Mais, dès le mois de mai 1942,

la Gestapo opère de véritables rafles et parvient à arrêter de nombreux chefs et responsables. Ces derniers sont condamnés à mort pour «préparation à la haute trahison» et guillotins en juin 1943 à la prison de Stuttgart (Allemagne). Quant à leur chef, Georges Wodli, arrêté par les autorités de Vichy, il meurt sous la torture le 1^{er} avril 1943 au siège de la Gestapo de Strasbourg, rue Sellénick.

Enfin, une troisième composante se manifeste en Alsace, le renseignement. En effet, si la frontière est fermée entre l'Alsace et la «France de l'intérieur», elle reste ouverte avec l'Allemagne. Ainsi, des renseignements de premier ordre peuvent être transmis. C'est la découverte d'un rapport économique allemand en avril 1942 dans un express Paris-Toulouse qui va entraîner la chute du premier réseau, l'organisation de Charles Bareiss basée essentiellement sur le Bas-Rhin. D'autres réseaux vont jouer un rôle important: famille Martin à Colmar, avec Éric Edenwald et Frédéric Hunsinger qui va infiltrer la Police; Kléber-Uranus dans le Haut-Rhin dont le chef, le capitaine Louis

Kleinmann, se trouve à Lons-le-Saunier; ou le réseau Martial dont l'origine se situe à Thann. Ce dernier, sous la houlette de Paul Dungler, va jouer un rôle important en se développant hors d'Alsace et en dépassant son rôle spécifique de réseau de renseignement: il regroupera les Alsaciens résistants au sein de

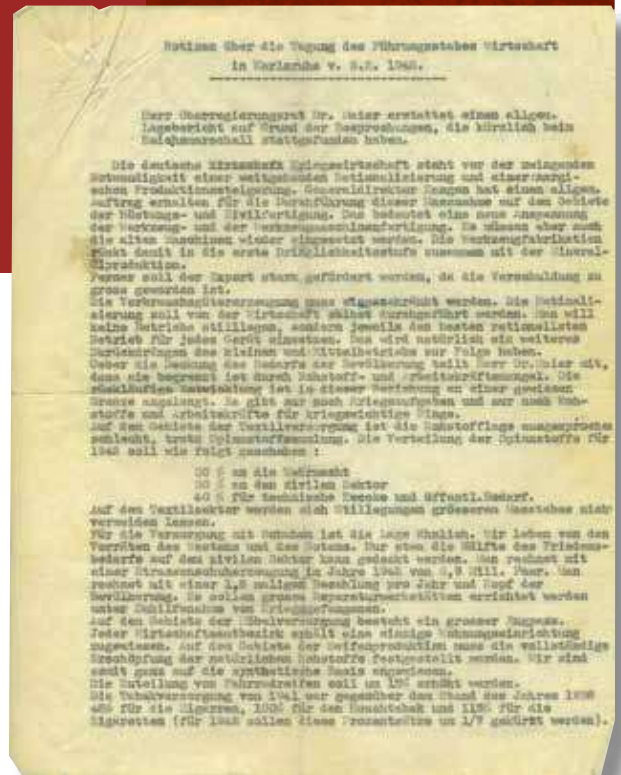
Groupes Mobiles Alsace (GMA) afin de prendre part aux combats de la Libération. Fortement marqué par la présence d'anciens agents du 2^e bureau de l'armée française, il va garder d'étroits contacts avec certains services clandestins de l'armée d'armistice et ainsi mener à bien l'évasion du général Giraud en avril 1942.

Un événement majeur: les réactions à l'incorporation de force

Un fait marquant va venir bouleverser la vie des Alsaciens soumis à l'annexion, c'est le décret de l'Incorporation de force du 25 août 1942. Déjà en 1941-1942, de nombreux Alsaciens ont marqué leur défiance face au pouvoir nazi par des actions symboliques avec notamment les fleurs sur les monuments aux morts dans la nuit du 10 au 11 novembre, la manifestation du 14 juillet 1941 à Hochfelden, les drapeaux français dressés sur les principaux bâtiments, à la gare de Mulhouse par exemple, les croix de Lorraine ou les blagues dont les Alsaciens sont friands... Toutes ces manifestations

Photographie d'identité de Marcel Stoessel en 1941, sur sa carte de grutier de la Société alsacienne de Constructions Mécaniques et dernière lettre à son épouse, écrite le 28 juin 1943 à Stuttgart, à la veille de son exécution.

Ouvrier-manœuvre avant la guerre et syndicaliste cégétiste, proche de la mouvance communiste, Marcel Stoessel devient grutier à la SACM de Mulhouse en janvier 1941. Il intègre alors l'organisation clandestine créée par Georges Wodli, se consacrant surtout à la rédaction, l'impression et la diffusion de la propagande avec l'aide d'autres camarades de la SACM et de cheminots alsaciens. Il est arrêté le 12 mai 1942 sur son lieu de travail, interné à Schirmeck puis à la prison de Buhl (Allemagne) avant d'être ramené à Strasbourg où il est jugé par le Tribunal du Peuple en mars 1943 et condamné à mort pour «haute trahison». Il est guillotiné à la prison de Stuttgart le 29 juin 1943.



Archives privées de la famille Schab DR



071

Archives privées de la famille Stoessel DR



Archives privées de la famille Spentke DR.

Arrivée du Groupe Mobile d'Alsace-Suisse (GMA-Suisse) en septembre 1944 à Ornans (Doubs). Au centre: Julien Dungler.

Une des singularités de la résistance alsacienne est sa volonté d'organiser les « Alsaciens hors d'Alsace » ; dans l'espoir qu'ils participent après le débarquement allié à la libération de leur province sous forme de groupes constitués, les GMA. Cette ambition est sans doute liée au sentiment que les Alsaciens auront à prouver une nouvelle fois, plus que les Français « de l'intérieur », leur attachement à la France. L'idée d'un GMA-Suisse vient du fait que de nombreux Alsaciens se sont réfugiés dans ce pays neutre, en particulier pour fuir l'incorporation de force dans la *Wehrmacht*. Le recrutement commence clandestinement au premier semestre 1944, sous la direction d'un militaire d'active, le commandant Ernest Georges, aidé de Julien Dungler, employé au consulat français de Bâle et frère d'un pionnier de la résistance alsacienne, Paul Dungler. À l'été 1944, les volontaires commencent à être regroupés pour certains à Moggelsberg, pour d'autres à Bâle et Fribourg. Mais les parachutages d'armes espérés en Alsace du sud se révèlent impossibles. Le GMA Suisse rentre donc en France à partir du mois de septembre par le Doubs, pour intégrer la 1^{re} Armée du général de Lattre.

vont se retrouver au second plan le 25 août 1942. De multiples solutions sont envisagées et expérimentées pour échapper à l'incorporation de force : l'évasion en tout premier lieu, dont les 17 jeunes de Ballersdorf (Haut-Rhin) payent le prix de leur vie le 17 février 1943 au camp de Struthof-Natzweiler, mais aussi les mutilations, les maladies, le refus de se présenter à la convocation qui entraîne l'envoi au camp de Schirmeck pour quelques mois afin d'être « rééduqué ». Une organisation va mettre en place une véritable stratégie pour combattre cette incorporation, c'est le Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA). Menée par trois étudiants de Strasbourg, Alphonse Adam, Robert Kieffer et Émile Hincker, elle se fixe pour objectif de munir chaque incorporé d'une carte d'identité internationale afin de reconnaître le statut d'incorporé de force. Malheureusement, dès janvier 1943, les principaux membres du FJA sont arrêtés et six d'entre eux sont condamnés à mort et fusillés le 15 juillet 1943 au stand de tir Desaix à Strasbourg.

Qu'en est-il de la Résistance alsacienne en 1944 ? Comme nous l'avons vu, les principaux réseaux étant démantelés ou ayant disparu, c'est le réseau Martial qui va organiser en grande partie la mise en place des Forces françaises de l'intérieur (FFI) en Alsace en 1944. À l'issue de deux réunions organisées à Grendelbruch (Bas-Rhin) en juin 1944, les chefs sont confirmés ou désignés. Marcel Kibler alias « Marceau » devient chef des FFI d'Alsace, Jean Eschbach, « Rivière », son chef d'État-Major, Georges Kiefer, « François », chef des FFI du Bas-Rhin, Paul Winter, « Daniel », chef des FFI du Haut-Rhin et Paul Freiss, « Jean-Paul », agent de liaison entre les deux départements. La stratégie est aussi clairement affirmée : il faut attendre la Libération ou l'imminence de celle-ci pour se soulever. Tout soulèvement trop rapide peut être durement réprimé par l'occupant. Dans chaque ville, dans chaque village, un responsable des FFI doit se tenir prêt à assurer l'aide aux armées alliées durant la phase de libération et à assurer la transition avant la mise en place des différents services administratifs. Pour le combat, les initiatives sont restreintes par le manque d'armes. Néanmoins, les responsables locaux vont pouvoir s'appuyer sur les différents maquis qui se sont développés au cours de l'automne 1944 dans les vallées vosgiennes, regroupant des évadés de la *Wehrmacht*, des insoumis et réfractaires ou des personnes recherchées par la Gestapo.

Libérer l'Alsace : un objectif fixé aux Alsaciens partout en France

Mais, en réalité, les FFI alsaciens ne sont pas les seuls Alsaciens à prendre part aux combats de la Libération. Suivant un plan préalablement établi, dès 1944, le réseau Martial met en place des GMA composés en grande partie d'Alsaciens s'étant évadés d'Alsace ou ayant refusé de rentrer dans leur région d'origine : le GMA Sud (1 500 hommes), sous les ordres d'André Malraux, qui va devenir la Brigade indépendante Alsace-Lorraine, le GMA Suisse (1 800 hommes), commandé par le colonel Ernest Georges, composé d'Alsaciens internés en Suisse et le GMA Vosges (600 hommes). Alors que les deux premières unités sont composées en majorités d'Alsaciens et vont intégrer la 1^{re} armée française, le GMA Vosges, constitué en grande partie de Vosgiens de la vallée du Rabodeau, va se retrouver pris en étau entre l'avancée alliée et le système défensif allemand, particulièrement important dans cette zone du front. Les cols vosgiens sont en effet particulièrement surveillés par les Allemands et le 4 septembre 1944, le combat de Viombois se révèle désastreux et ne permet pas au GMA Vosges de se constituer en unité combattante et de jouer un rôle important lors de la Libération.

Au cours de l'été et de l'automne 1944, alors que la Libération de la France bat son plein, les autorités nazies deviennent de plus en plus répressives et multiplient les déportations. Ainsi, le 1^{er} juin 1944, des officiers de réserve sont convoqués à Cernay (Haut-Rhin) mais refusent d'endosser l'uniforme allemand. Déportés au camp de concentration de Neuengamme (Allemagne), près de la moitié ne reviennent pas de déportation. À travers l'Alsace, ce genre d'exemples se multiplie. Au cours de l'automne, des rafles sont opérées sur des personnes suspectes qui sont envoyées au camp de Schirmeck. Enfin, en octobre 1944, l'affaire de la *Waldkapelle* ⁽²⁾ à Thann avec l'arrestation d'une trentaine de personnes et l'exécution de six d'entre elles en Allemagne, rappelle avec douleur que si la Libération est proche, elle n'est pas encore effective.

L'action conjointe avec les Alliés des résistants alsaciens

Néanmoins, la 1^{re} armée française du général de Lattre de Tassigny au sud et la 2^e division blindée du général Leclerc s'efforcent d'accélérer au plus vite la Libération de l'Alsace. Dès le 21 novembre 1944,

Mulhouse est libérée et deux jours plus tard, lors d'une percée éclair, Strasbourg est libérée à son tour. Grâce à l'action et au sang-froid du lieutenant FFI Robert Kleffer, toute la garnison allemande de la capitale alsacienne est capturée deux jours plus tard. Cependant, ces victoires sont fragilisées par la contre-offensive de la *Wehrmacht* dans les Ardennes en décembre 1944 et les Allemands s'accrochent autour de Colmar et au nord de Strasbourg. Les FFI alsaciens jouent alors un rôle considérable. Certains FFI deviennent guides comme Émile Silbernagel, tué au combat le 4 février 1945 à Cernay, d'autres assurent des missions d'ordre public dans les villages libérés jusqu'à l'installation des représentants du GPRF et enfin certaines unités FFI prennent part directement au combat notamment au nord de Strasbourg en janvier-février 1945 alors que la capitale alsacienne se retrouve à nouveau menacée par les Allemands.

En mars 1945, alors que la poche de Colmar est définitivement liquidée et que le territoire alsacien est complètement libéré, les FFI sont démobilisés afin de pouvoir s'engager dans des unités régulières.

L'Alsace a une histoire singulière et spécifique par rapport au reste du territoire français et la Résistance alsacienne en est le reflet. Développant des formes adaptées d'opposition et de résistance, des Alsaciens, où qu'ils soient – restés en Alsace annexée, incorporés dans la *Wehrmacht*, transférés de force dans le reste du Reich, exilés ou évadés dans la France de l'intérieur – ont résisté, chacun à leur manière et chacun avec leurs moyens, face à l'autorité nazie. En Alsace annexée, l'histoire de la Résistance ne s'écrit certes pas comme dans la plupart des autres régions de France en évoquant l'image des maquis et, des parachutages d'armes... mais il n'en demeure pas moins qu'elle a existé, avec ses règles de développement et de fonctionnement propres, et c'est bien dans ce cadre de l'annexion au Reich qu'elle doit être étudiée. ■

(1) Jusqu'à l'attaque allemande contre l'URSS en juin 1941, la ligne de cette propagande semble originale par rapport au reste du PCF, pour autant qu'on puisse la définir à partir de très rares documents. Elle prône alors une « indépendance » de la région.

(2) À l'occasion d'une partie de chasse, les gendarmes allemands capturent un résistant qui effectue une liaison. Ils reviennent sur le site et arrêtent d'autres maquisards ; puis une grande rafle s'abat sur les habitants des environs soupçonnés d'avoir apporté de l'aide.

Le Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA)

Par Mireille Hincker, déléguée générale honoraire du Souvenir Français pour le Bas-Rhin, avec la collaboration de Jacqueline Pfohl

Les écoles et lycées d'Alsace rouvrent normalement leurs portes au mois d'octobre 1940, mais l'université (désormais *Reichsuniversität Strassburg*) reste fermée. Les étudiants alsaciens sont désespérés. Pour poursuivre leurs études seule l'entrée dans les universités allemandes de Fribourg-en-Brisgau, Heidelberg et Tübingen leur est offerte. Un certain nombre d'entre eux décide néanmoins de rester en Alsace dans l'espoir que l'université reprenne un jour, parmi lesquels Alphonse Adam qui, depuis début 1941 a déjà pris une part active à l'aide apportée par de nombreuses filières à l'évasion des prisonniers de guerre (PG) français et alliés.

Le 23 novembre 1941, l'université de Strasbourg rouvre ses portes. Malgré le grand nombre d'étudiants allemands, les Alsaciens se regroupent pour s'opposer à l'intense propagande nazie. Un groupe d'étudiants catholiques s'organise et prend le nom de Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA) dirigé par Alphonse Adam, alors âgé de 23 ans et originaire de Schiltigheim; le conseiller et chef spirituel de ce groupe est l'abbé Léon Neppel, curé doyen du même village.

Un groupe d'action... et de réflexion

Initialement, le groupe dirigeant ne comprend que des étudiants. À partir de juillet 1942, il est décidé d'étendre le cercle des membres par le recrutement de jeunes se trouvant déjà dans la vie active.

À l'automne 1942, le groupement du Front de la Jeunesse d'Alsace est devenu une réalité puissante. Quelque 500 jeunes gens de Strasbourg et des environs se sont ralliés à l'organisation, divisée en districts, sections et groupes. D'autres localités ont leurs centres de résistance: Saverne, Haguenau, la vallée de la Bruche et une liaison est assurée avec Mulhouse et Metz.

La direction du FJA est aussi un groupe de réflexion: chaque vendredi soir, l'état-major d'Adam se réunit au presbytère de l'abbé Léon Neppel. Parfois, Alphonse Adam, l'abbé Hirlemann et ses fidèles adjoints se retrouvent au mont Sainte-Odile, débattent avec eux les questions graves du moment et discutent des idéaux et des valeurs qui doivent inspirer le mouvement.

Ils élaborent et mûrissent les bases d'un vaste plan d'action au cours de réunions fréquentes. Le FJA cherche à entrer en relations avec d'autres organisations de la résistance alsacienne, afin de jouer son rôle dans la lutte contre l'occupant. Mais le «Front» se fixe aussi pour tâche de jeter, au point de vue politique et social, les fondements d'un renouveau de la France après la guerre, en l'édifiant sur des principes chrétiens.

Sur le plan de l'action, les membres du FJA s'impliquent d'abord dans les filières d'évasion existantes, suite à des prises de contact avec les patriotes de l'organisation de Charles Bareiss ainsi qu'avec quelques filières de passeurs, notamment



Archives privées de la famille Hincker. DR.

Alphonse Adam, un des jeunes chefs du Front de la Jeunesse d'Alsace.

Né en 1918, fils d'un inspecteur de banque, instituteur à dix-neuf ans, Alphonse Adam refuse après l'annexion d'intégrer la fonction publique du Reich et s'inscrit comme étudiant à l'université allemande de Strasbourg. Après avoir aidé des PG français à s'évader et diffusé le journal clandestin *L'Alsace* de Camille Schneider, il est un des créateurs du FJA. Il fait partie des responsables arrêtés en janvier 1943, condamnés à mort en juillet et fusillés le 15 juillet 1943 à Strasbourg, au stand de tir du fort Desaix. La photo a été prise lors d'une réunion du FJA au Mont Sainte-Odile, au printemps 1942.

Cérémonie de serment sur le drapeau français et sur le crucifix du Front de la Jeunesse d'Alsace, mars 1942.

L'organisation clandestine du FJA fait prêter serment sur le drapeau français et sur le crucifix à tous ses cadres. À ces prestations de serment participent Alphonse Adam, Robert Kieffer, le plus souvent Émile Hincker ainsi que l'un ou l'autre des responsables de rang supérieur. Cette cérémonie se déroule derrière une table recouverte d'un drapeau tricolore et d'un crucifix. Les nouveaux admis sont assis en face des responsables. Robert Kieffer leur parle de l'histoire de l'Alsace et de ses rapports avec la France. Ensuite, Alphonse Adam informe les nouveaux membres des buts de l'organisation et de leurs devoirs et leur lit le texte du serment qu'il a élaboré avec Robert Kieffer, en langue française: « Je mets toutes mes forces au service de l'Alsace et de la France. Je promets d'obéir avec conscience et sur mon honneur aux ordres de mon supérieur, de ne jamais dévoiler les secrets dont j'aurai connaissance et cela pour le bonheur de l'Alsace et l'établissement d'un nouvel ordre social (variante: pour le bonheur de l'Alsace et de la France) ». La fin du texte fait référence aux idéaux chrétiens débattus au sein du FJA, inspirés du catholicisme social.



Archives privées de la famille Hincker. DR.

celles de Joseph Seger et de René Brecheisen. Souvent, l'itinéraire emprunté est celui de la vallée de Munster, les alentours du Hohneck et le lac Blanc. Parfois, c'est par voie fluviale, de Strasbourg à Bâle, que les PG évadés et autres fugitifs recherchés par les nazis recouvrent la liberté.

Les étudiants Robert Kieffer et Émile Hincker, qui ont fait le choix d'aller poursuivre leurs études à Heidelberg, recueillent des renseignements sur l'état d'esprit de la centaine d'étudiants alsaciens et repèrent les étudiants dont il faut se méfier.

Lorsque l'incorporation de force des jeunes Alsaciens dans la *Wehrmacht* est ordonnée, le 25 août 1942, le FJA déploie une activité particulière pour les soustraire à cette mesure, en lançant une vaste campagne exhortant ses jeunes concitoyens à la désobéissance. En septembre 1942, un manifeste, écrit en français et en allemand, est tiré en plusieurs milliers d'exemplaires et distribué nuitamment.

En décembre 1942, à l'initiative de Robert Meyer, le FJA planifie de remettre à chaque incorporé de force une carte d'identité spéciale et secrète, imprimée en français, anglais et russe, mentionnant que son détenteur est de nationalité française et a été enrôlé de force dans l'armée allemande. Cette carte servirait en cas de désertion ou si l'Alsacien est fait prisonnier. Mais ce projet est stoppé brutalement par le démantèlement du FJA au début de l'année 1943.

La répression s'abat sur le FJA

La *Gestapo* obtient en effet les noms de ses principaux chefs et la preuve de leur activité suite à une dénonciation par un des membres.

En janvier 1943, les autorités allemandes procèdent à l'arrestation de 24 membres du FJA. Interrogés et torturés dans les locaux de la *Gestapo*, rue Sellénick par l'agent Stasik, ils comparaissent devant le 1^{er} Sénat du *Volksgerichtshof*, le tribunal du peuple qui siège les 6 et 7 juillet 1943 à Strasbourg, sous la présidence de Roland Freisler, président de la plus haute juridiction civile du *Reich*. Le jury n'est composé que d'Allemands.

Le procès n'est qu'un simulacre, les sanctions étant décidées à l'avance. Considérant que les Alsaciens sont des Allemands, la haute trahison est retenue par le tribunal. Six condamnations à mort sont prononcées et 18 condamnations à des détentions pénitenciaires de trois à dix ans. Le *Gauleiter* Wagner obtient de Berlin que la peine soit appliquée immédiatement en représailles des manifestations patriotiques qui ont eu lieu à Strasbourg le 14 juillet (drapeau tricolore hissé sur la cathédrale, distribution gratuite de vin rouge dans des cafés). À l'aube du 15 juillet 1943, les six condamnés à mort sont fusillés au stand de tir à l'intérieur du fort Desaix à Strasbourg.

Les autres condamnés sont dirigés vers les prisons ou forteresses allemandes et sont libérés par la 1^{re} armée française fin avril 1945. ■



Archives de la famille Merle. DR.

Le carré militaire du cimetière de Ballersdorf, avec la plaque en hommage aux jeunes de la commune fusillés au Struthof, le 17 février 1943.

Le drame de Ballersdorf

Par Frédéric Stroh, doctorant en histoire contemporaine

Suite à l'annexion de fait de l'Alsace en 1940 et au décret instituant le service militaire obligatoire dans la *Wehrmacht* en août 1942, de nombreux jeunes Alsaciens tentent de fuir la région pour échapper à l'incorporation de force. Ainsi, quelques centaines de jeunes gens originaires du Sundgau, notamment de la commune de Riespach et des environs, parviennent à passer la frontière suisse en février 1943.

Suite à ces succès et aux rumeurs d'une incorporation de force imminente des classes 1914-1919, 18 jeunes hommes originaires de la région de Ballersdorf, armés de six mousquetons et quatre revolvers tentent à leur tour de passer en Suisse au cours de la nuit du 12 au 13 février 1943. Arrivés au sud de Seppois-le-Haut (Haut-Rhin), ils sont surpris par deux gardes-frontières allemands. Au cours d'un échange de coups de feu, un douanier allemand est mortellement blessé. Trois jeunes Alsaciens sont également tués sur place. D'après le témoignage de René Grienemberger, seul survivant du groupe, Aimé Burgy est tué au cours de l'échange de coups de feu, tandis que Charles Wiest, grièvement blessé, et son frère Ernest-Alphonse Wiest, venu à son secours, sont abattus par un garde-frontière.

Les autres réfractaires se réfugient dans leurs villages, mais l'origine géographique de leurs camarades tués lors de l'accrochage oriente vite les recherches. Ils sont arrêtés dès le lendemain, hormis René Grienemberger, le seul à être finalement parvenu à rejoindre la Suisse. Incarcérés à la prison de Mulhouse puis de Strasbourg, les quatorze réfractaires sont jugés le 16 février 1943, à Strasbourg, par le *Sondergericht*, le tribunal spécial.

Des condamnations pour l'exemple

Camille Abt, Aloyse Boll, Charles Wiest, Eugène Cheray, Paul Peter, Henri Miehe, Maurice Wiest, Robert Gentzbittel, Alfred Dietemann, Aimé Fulleringer, René Klein, Charles Bolorus et Justin Brungard sont condamnés à la peine de mort pour

avoir « tué un garde-frontière en tentant de passer la frontière suisse par la force dans le but de se soustraire au service militaire obligatoire » (§ 5 KSSVO). Bien que l'origine du coup de feu mortel ne puisse être identifiée, le tribunal estime que l'ensemble des accusés en porte collectivement la responsabilité, quand bien même l'un ou l'autre n'était pas armé ou aurait quitté le groupe avant l'échange de coups de feu.

De plus, le tribunal estime que, bien que Justin Brungard soit âgé de moins de 18 ans lors des faits, il doit être considéré comme ayant la majorité pénale en raison de son « développement psychique et mental ». En revanche, Charles Muller, également âgé de 17 ans, est reconnu comme étant faible d'esprit par un médecin psychiatre et son cas est disjoint, le temps de procéder à une expertise médicale pour savoir s'il est ou non responsable de ses actes.

Les treize condamnés sont transférés au camp de sûreté de Schirmeck (Bas-Rhin) puis fusillés, le 17 février 1943 entre 9 h 15 et 9 h 30, à la sablière du camp de concentration de Natzweiler-Struthof (Bas-Rhin). L'exécution est annoncée le matin même dans la presse régionale. Charles Muller, bien que non jugé et non majeur pénalement, est fusillé le 24 février 1943 au même endroit. Les familles des réfractaires sont transférées au sein du *Reich*⁽¹⁾. Le chef de l'administration civile en Alsace, Robert Wagner, a rejeté le recours en grâce déposé par les avocats des condamnés. Il aurait exigé du tribunal la peine de mort et une exécution expéditive de la procédure pour faire de cette affaire un exemple, destiné à mettre fin par la terreur aux vagues d'évasion suscitées par les conseils de révision. ■

(1) L'histoire des familles alsaciennes transplantées en Allemagne par représailles n'a pas encore fait l'objet de travaux scientifiques. On sait qu'elles sont généralement passées par le camp de Schirmeck avant d'être envoyées dans le *Reich*. Leurs conditions de vie, les contraintes spécifiques pesant sur elles et leurs rapports avec le reste de la population allemande restent à étudier.

Bernard Metz

Par Marie-Noël Diener-Hatt,
avec la collaboration de Jean-Baptiste Metz

Bernard Metz naît en 1920 dans une famille catholique : son grand-père est un des fondateurs de la démocratie chrétienne en Alsace. Son père, Laurent Metz, médecin à Strasbourg-Neudorf, a présidé le cercle des étudiants alsaciens et lorrains, dissous par les Allemands en 1911. Par sa mère, Bernard est le petit-fils de Célestin Husson, médecin à Dieuze, en Moselle, au temps de la première annexion.

Louveteau, scout puis routier, il s'engage à la 5^e Strasbourg, mouvement scout de la paroisse Saint-Pierre-le-jeune catholique. Au lycée Fustel-de-Coulanges, il anime la section locale de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Il commence ses études supérieures de médecine à Strasbourg (1938-1939) puis, après l'évacuation consécutive à l'entrée en guerre, les poursuit à Tours (1939-1940), Clermont-Ferrand (1941-1942) et Lyon (1942-1943).

Ses parents et lui-même refusent de rentrer en Alsace annexée. Lors d'un séjour linguistique à Berlin en 1936, Bernard Metz a constaté combien le nazisme est une idéologie antichrétienne et haineuse.

Il contribue à l'organisation du scoutisme alsacien replié en Auvergne. Animés par « la spiritualité de la Route et la volonté du refus », les routiers manifestent leur attachement à la libération de l'Alsace. Le 15 août 1942, il prend part au pèlerinage national de la Route au Puy-en-Velay (Haute-Loire). Les participants alsaciens et lorrains informent leurs camarades de la situation des trois départements annexés et nazifiés avant de chanter devant la tribune officielle *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*. À Vichy, il retrouve Pierre Stahl, son chef de clan scout à la 5^e Strasbourg. Ces retrouvailles vont servir à construire son réseau. Au printemps 1943, Pierre Stahl fournira à Bernard Metz un emploi de couverture au secrétariat de la Jeunesse à Vichy ainsi que le fichier des adresses des réfugiés alsaciens-mosellans de toute la Zone non occupée.

Un exemple de résistance hors d'Alsace, pour l'Alsace

Arrivé le 6 novembre 1942 à Lyon, Bernard Metz prend contact avec Pierre Bockel, séminariste originaire du Haut-Rhin. En janvier 1943, en présence de Paul Dungler et de Marcel Kibler, responsables d'une organisation de résistance alsacienne, la 7^e colonne d'Alsace (qui deviendra le réseau Martial), il s'engage à recruter en Zone non occupée des Alsaciens-Mosellans réfugiés. Il entreprend alors ce patient travail pendant le printemps et l'été 1943. Il s'appuie sur les mouvements de jeunesse alsaciens chrétiens, les écoles normales et lycées, l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand et les entreprises alsaciennes et mosellanes repliées. L'objectif essentiel est de contribuer à la libération de l'Alsace-Moselle annexées. Des groupes clandestins sont ainsi constitués en Dordogne, Limousin, Midi-Pyrénées, Auvergne et même à Vichy. Dès l'été 1943, ces formations alsaciennes prennent le nom de Groupe Mobile d'Action (GMA).



Bernard Metz (au 2^e rang à gauche) avec la famille Morgenthaler, en zone Sud, vers 1942 ou 1943.

Les deux fils Morgenthaler, Augustin (à droite au premier plan) et Jean-Georges (à côté de Bernard Metz) s'engageront dans le GMA Sud, qui combattront en 1944 sous le nom de Brigade Alsace-Lorraine. Augustin trouvera la mort au combat le 26 novembre 1944, Jean-Georges sera fait prisonnier à Gersheim (Bas-Rhin) en janvier 1945.

Le 4 juin 1944, près de Lyon, Bernard Metz reçoit de Marcel Kibler le feu vert pour que les « centuries » recrutées passent à l'action. Elles doivent participer à la libération des régions où elles ont été recrutées, avant de s'organiser en une unité militaire destinée à libérer l'Alsace-Moselle aux côtés des armées alliées.

L'imminence du débarquement allié en Normandie le conduit à se rendre dans le département du Lot, où le nœud ferroviaire de Figeac lui permet de circuler entre Toulouse, Limoges et Périgueux. C'est dans ces villes que se regroupent les chefs recruteurs du GMA Sud.

À partir du 27 juillet 1944, il peut renouer des contacts avec les centuries du GMA-Sud. Il se rend en Dordogne auprès d'Antoine Diener qui y dirige un maquis d'Alsaciens-Lorrains de l'Armée secrète (AS). S'engage alors une réflexion commune pour fédérer les centuries d'Alsaciens-Lorrains du Sud-Ouest, en faire une unité indépendante en nommant un chef et en la dotant de moyens matériels. À la suite de très nombreux contacts et d'après négociations, la Brigade indépendante Alsace-Lorraine (BIAL) est créée par réunion de la Légion Alsace-Lorraine de Diener et de la Compagnie Alsace-Lorraine de Pleis (Toulouse). Son commandement est assuré par le colonel Berger (André Malraux).

À Dijon, Bernard Metz contribue le 16 et 17 septembre 1944 à la rédaction d'un document officialisant le rattachement de la BIAL à la 1^{re} armée française. Il intègre l'état-major de la BIAL avec le grade de sous-lieutenant, chargé des liaisons avec le réseau Martial.

Le 26 novembre, avec deux autres responsables du réseau Martial, il se rend à Strasbourg récemment libéré. Le 6 décembre, ils y accueillent la BIAL qui a contourné et traversé les Vosges. Du 22 décembre 1944 au 9 février 1945, Bernard Metz, dans le cadre de l'engagement militaire de la BIAL, contribue à la défense au sud de Strasbourg.

Après la dissolution de la BIAL le 15 mars 1945, il retourne à la vie civile et termine brillamment ses études de médecine. Il deviendra chef du service des explorations fonctionnelles respiratoires du CHU de Strasbourg, en même temps que professeur titulaire de la chaire de physiologie appliquée, et créera le centre d'études bioclimatiques, laboratoire CNRS implanté sur le campus de Strasbourg-Cronenbourg, qu'il dirigera jusqu'en 1986.

Membre fondateur de l'Amicale des Anciens de la Brigade Alsace-Lorraine, il en sera le président de 1956 à 1977, puis le président d'honneur jusqu'à sa dissolution en 2000, et sera aussi un des fondateurs du Comité pour la Mémoire de la Brigade Alsace-Lorraine (COMEBAL). Bernard Metz est décédé en 2009 à Strasbourg. ■

Pour en savoir plus

Orientation bibliographique

Compte tenu de la spécificité de la zone annexée, cette bibliographie succincte replace la résistance alsacienne dans le contexte de la situation générale de l'Alsace entre 1940 et 1945.

1. L'annexion de l'Alsace au Reich

■ **Annexion et nazification en Europe. Actes du colloque de Metz, 7-8 novembre 2003**, Université de Metz (CHRCO) et Association des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle, téléchargeable sur le site du Mémorial d'Alsace-Moselle, rubrique AMAM [comparaison des cas alsacien et mosellan avec d'autres annexions partielles ou totales : Belgique, Luxembourg, Pologne, Slovaquie].

■ Lothar Kettenacker, « La politique de nazification en Alsace », in *Saisons d'Alsace* n° 65, 1978 (1^{re} partie) et n° 68, 1979 (2^e partie) [traduction d'une thèse allemande, la plus complète sur le sujet].

■ Léon Strauss, *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle 1940-1945*, Jérôme Do Bentzinger éditeur, 2010 [la mise au point la plus récente sur les Alsaciens hors d'Alsace].

■ Eugène Riedweg, *Les « Malgré Nous ». Histoire de l'incorporation de force des Alsaciens-Mosellans dans l'armée allemande*, Mulhouse, Éditions du Rhin, 1995 [ouvrage de référence, abondamment illustré].

■ Joseph-Marie Bopp, *Ma ville à l'heure nazie. Colmar, 1940-1945*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2004, [édition critique d'un journal personnel, établie par Nicolas Stoskopf et Marie-Claire Vitoux ; un des meilleurs témoignages sur la vie quotidienne et les comportements des Alsaciens sous l'annexion].

2. La résistance des Alsaciens

■ Alfred Wahl (dir.), *Les Résistances des Alsaciens-Mosellans durant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945*, Metz, Centre Régional universitaire lorrain d'histoire - Site de Metz, 2006 [actes d'un colloque couvrant les aspects les plus divers de la résistance alsacienne, en Alsace et hors d'Alsace ; introduction de François Marcot sur les questions de définition : résistance/réactivité sociale ; Alfred Wahl est aussi l'auteur de l'article « Alsace-Moselle » dans le *Dictionnaire historique de la Résistance*, Laffont, 2006]

■ Gérard Pfister (dir.), *Marcel Weinum et la Main Noire*, Paris-Orbey, Arfuyen, 2007 [sur un des premiers groupes de résistance en Alsace : témoignages, correspondances, acte d'accusation des autorités du Reich recensant les faits reprochés].

■ Joel Forthoffer, « La Résistance des cheminots en zone annexée » in Robert Vandenbussche (dir.), *Les services publics et la Résistance en zone interdite et en Belgique*, Villeneuve d'Ascq, CEGES-Lille 3, 2005,

p. 83-100 [sur une corporation au premier rang de la résistance ouvrière en Alsace, avec notamment la figure de Georges Wodli].

■ Léon Strauss, « L'université française de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand », in Christian Baechler, François Igersheim, Pierre Racine, *Les Reichsuniversitäten de Strasbourg et de Poznan et les résistances universitaires*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2005 [article sur la résistance dans l'université française de Strasbourg repliée en zone Sud, côtoyant des études sur les universités du Reich dans les territoires annexés, dont celle créée à Strasbourg].

3. La répression

■ Jacques Granier, *Schirmeck. Histoire d'un camp de concentration*, Strasbourg, éditions des Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1968 [le camp destiné spécifiquement à la répression de l'opposition en zone annexée ; voir aussi l'article de l'auteur sur le même sujet « 1941. La mise au pas » in *Saisons d'Alsace* n° 114, hiver 1991-1992].

■ Robert Steegmann, *Le camp de Natzweiler-Struthof*, Le Seuil, 2009 [somme sur le camp de concentration créé par le Reich en Alsace, pour des détenus majoritairement polonais ou soviétiques, mais aussi 7 000 Français dont une minorité d'Alsaciens-Mosellans].

■ Jules Schneider, *La déportation des familles haut-rhinoises en Allemagne (1942-1945)*, Colmar, Jérôme Do Bentzinger, 2015 [premier travail sur ce type de représailles spécifique à la zone annexée, à valeur de source : contient une liste de transplantés haut-rhinois].

4. L'après-guerre

■ Jean-Laurent Vonau, *L'épuration en Alsace. La face méconnue de la Libération 1944-1953*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2005 [utile pour comprendre les conséquences de la nazification : la distinction entre collaboration volontaire et forcée pouvait être bien moins claire qu'ailleurs].

■ Catherine Klein-Gousseff, *Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre français et les internés français dans les archives soviétiques 1945-1951*, CNRS, 2001 [étude sur archives de l'internement des Malgré-nous fait prisonniers par les Soviétiques et de leur difficile rapatriement dans le contexte de la guerre froide].

■ Léon Strauss, « Les mémoires de l'Annexion de fait (1940-1945) des Alsaciens et des Mosellans », in Jacqueline Sainclivier, Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Images des comportements sous l'Occupation. Mémoires, transmission, idées reçues*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 133-138 [courte synthèse incluant une mise au point historiographique].



Multimédia

■ **DVD-Rom La Résistance des Alsaciens**, Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens, mai 2016 (diffusion : DAERI, tél. 01 45 66 62 72, <http://librairie.aeri-resistance.com>). Coordonné par Éric Le Normand, ce DVD-Rom dont la genèse est exposée en page 7, comprend 700 fiches biographiques ou thématiques, une chronologie de plus de 600 événements, un recensement de 270 lieux en lien avec la Résistance locale, un fonds de 2 500 médias (photographies d'époque, documents d'archives, tracts, cartes, journaux clandestins), une base de données de 13 500 noms, des témoignages, 36 cartes, 20 vidéos. Il est fourni avec un livret pédagogique. Ce DVD-Rom a fourni la matière des articles qui précèdent et contient d'autres fiches et médias permettant d'approfondir les mêmes sujets.

Sitographie

■ Le site Canopé-Académie de Strasbourg <http://www.crdp-strasbourg.fr> offre dans sa rubrique « Ressources/ BNPA » (Base numérique du patrimoine d'Alsace) un dossier très riche sur *L'Alsace pendant l'annexion*.

■ Le site du Mémorial d'Alsace-Moselle <http://www.memorial-alsace-moselle.com> propose des fiches pédagogiques et des documents téléchargeables dans la rubrique de l'association des Amis du musée (AMAM).

■ Le site Gallica de la BnF comporte quelques périodiques clandestins (souvent très lacunaires) fabriqués et/ou diffusés en Alsace : *L'Alsace. Journal libre/Das Elsass. Freie Zeitung* ; *L'Humanité*, édition clandestine en alsacien ; *Le Franc-Tireur alsacien/Der Franc Tireur* ; *Le Courrier d'Alsace-Lorraine*. Il est surtout intéressant pour explorer l'information sur l'Alsace dans le reste de la presse clandestine, par exemple les *Cahiers du témoignage chrétien*, dont le n°XX-XXIII d'octobre-décembre 1943 est consacré à la zone annexée ou *Combat illustré* (le supplément de *Combat* numéro de l'été 1942).